

**Art. 14.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, les Centres d'Education de base, sauf le premier centre agréé dans une commune de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale qui compte 4 000 heures/participant, perçoivent annuellement, sur la base des 6 000 premières heures/participant, une subvention de base de 250 000 F, une subvention-traitement à 100 % pour un membre du personnel d'éducation à temps plein et pour un membre du personnel administratif à mi-temps. Par tranche supplémentaire de 4 000 heures/participant, une subvention-traitement à 100 % est accordée pour un membre supplémentaire du personnel d'éducation. Un budget de 250 F par heure/participant leur est également alloué.

**Art. 15.** Pour que ces subventions puissent être octroyées, le Centre d'Education de base devra fournir la preuve que les collaborateurs-éducateurs, aussi bien ceux qui appartiennent au cadre du personnel du Centre que les collaborateurs extérieurs, ont reçu au minimum une formation adéquate du niveau de l'E.S.N.U., définie par l'Exécutif flamand.

La formation sera complétée par une participation au recyclage et à la formation continuée spécifiques, définis par l'arrêté de l'Exécutif flamand.

Les membres du personnel administratif du Centre d'Education de base doivent être au moins porteurs d'un diplôme d'enseignement secondaire supérieur. Le Centre doit démontrer que le personnel d'éducation et le personnel administratif sont rémunérés suivant les barèmes fixés par l'Exécutif flamand.

**Art. 16.** Le Centre flamand d'Aide à l'Education de base dispose d'un cadre de 8 éducateurs et de 2 collaborateurs administratifs.

Cinq éducateurs au plus sont chargés d'une mission de coordination. Les conditions prévues à l'article 15 sont également applicables à ce personnel.

**Art. 17.** Le Centre flamand d'Aide obtient pour le cadre visé à l'article 16 une subvention-traitement à 100 % et une subvention globale de fonctionnement de 4 000 000 de F.

**Art. 18.** L'Exécutif flamand désigne le service ou les fonctionnaires chargés du contrôle du respect du présent décret.

**Art. 19.** L'article 3 du décret du 27 juin 1985 fixant le régime de subventions aux projets et organismes de langue néerlandaise pour le développement socio-culturel des adultes et le régime spécifique de subventions pour les groupes-cibles et projets particuliers dans le cadre de la formation et du développement socio-culturels de langue néerlandaise, est complété par un 2e alinéa, rédigé comme suit :

« A partir du 1er janvier 1991, le présent décret ne s'applique plus aux activités d'éducation de base des adultes peu scolarisés, visées au décret du 12 juillet 1990 portant organisation de l'éducation de base pour adultes peu scolarisés. »

**Art. 20. § 1er.** Ne sont pas admissibles aux subventions sur la base du présent décret, les Centres d'Education de base bénéficiant déjà de subventions à charge du budget de la Communauté flamande sur la base d'autres dispositions.

§ 2. L'Exécutif flamand fixe les règles de passage d'un régime d'agréments et de subventions à un autre.

**Art. 21. § 1er.** L'Exécutif flamand fixe les règles selon lesquelles les organismes et projets agréés et subventionnés en application du décret du 27 juin 1985 fixant le régime de subventions aux projets et organismes de langue néerlandaise pour le développement socio-culturel des adultes et le régime spécifique de subventions pour les groupes-cibles et projets particuliers dans le cadre de la formation et du développement socio-culturels de langue néerlandaise, peuvent passer du 1er septembre au 31 décembre 1990 au régime d'agréments et de subventions prévu par le présent décret.

§ 2. L'Exécutif flamand fixe les règles selon lesquelles le Centre flamand d'éducation populaire peut transférer ses activités en matière d'éducation de base pour adultes peu scolarisés à un ou plusieurs Centres d'Education de base.

**Art. 22.** Le présent décret entre en vigueur le 1er août 1990.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juillet 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Culture,  
P. DE WAEL

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,  
D. COENS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 2025

2 MAI 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, notamment les articles 17, 25, 27 et 28;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de prendre des dispositions afin d'assurer aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle une couverture réelle en matière d'accident de travail et sur le chemin du travail;  
Vu l'avis de l'Inspection des Finances;  
Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget dans ses attributions;  
Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Sur proposition du Ministre de la Communauté française ayant la formation dans ses attributions;  
Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1989,

Arrête :

**Article 1er.** Les articles 17 et 25, § 4, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les stagiaires en formation professionnelle sont assurés contre les accidents du travail et les accidents sur le chemin du travail.

A cet effet, l'Office conclut auprès d'une société d'assurance à primes fixes agréée ou auprès d'une caisse commune d'assurance agréée, une police qui leur garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Les stagiaires victimes d'un accident du travail ou d'un accident sur le chemin du travail sont indemnisés sur base de la rémunération de la profession à laquelle ils sont formés, déduction faite des cotisations de sécurité sociale ».

**Art. 2.** L'article 27, § 3, de l'arrêté visé au 1er article du présent arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les stagiaires en formation professionnelle individuelle dans une entreprise sont assurés contre les accidents du travail et les accidents sur le chemin du travail.

A cet effet, l'entreprise conclut auprès d'une société d'assurance à primes fixes agréée ou auprès d'une caisse commune d'assurance agréée, une police qui leur garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Les stagiaires victimes d'un accident du travail ou d'un accident sur le chemin du travail sont indemnisés sur base de la rémunération de la profession à laquelle ils sont formés, déduction faite des cotisations de sécurité sociale ».

**Art. 3.** L'article 28, § 3, de l'arrêté visé au 1er article du présent arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les stagiaires en formation professionnelle collective dans une entreprise sont assurés contre les accidents du travail et les accidents sur le chemin du travail.

A cet effet, l'Office conclut auprès d'une société d'assurance à primes fixes agréée ou auprès d'une caisse commune d'assurance agréée, une police qui leur garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail ».

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre de la Communauté française ayant la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 mai 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2025

2 MEI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding, inzonderheid op de artikelen 17, 25, 27 en 28;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid bepalingen te treffen om aan de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen een werkelijke dekking te verlenen inzake arbeidsongevallen en ongevallen op de weg naar en van het werk;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de toestemming van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling (Forem);

Op de voordracht van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de beroepsopleiding behoort;

Gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 18 december 1989 genomen beslissing,

Besluit :

**Artikel 1.** De artikelen 17 en 25, § 4, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding, worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen worden verzekerd tegen de arbeidsongevallen en de ongevallen op de weg van en naar het werk.

Daartoe sluit de Dienst bij een erkende verzekeringsmaatschappij tegen vaste premie of bij een erkend gemeenschappelijk verzekeringsfonds, een polis die hun dezelfde voordelen waarborgt als deze die ten laste van de verzekeraar gelegd zijn bij de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

De stagiairs die het slachtoffer zijn van een arbeidsongeval of van een ongeval op de weg van en naar het werk, krijgen een vergoeding berekend op grond van de bezoldiging van het beroep waarvoor ze worden opgeleid, na aftrek van de bijdragen inzake sociale zekerheid ».

Art. 2. Artikel 27, § 3, van het besluit bedoeld in artikel 1 van dit besluit, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De stagiairs die een individuele beroepsopleiding in een onderneming ontvangen worden verzekerd tegen de arbeidsongevallen en de ongevallen op de weg van en naar het werk.

Daartoe sluit de onderneming bij een verzekeringsmaatschappij tegen vaste premie of bij een erkend gemeenschappelijk verzekeringsfonds, een polis die hun dezelfde voordelen waarborgt als deze die ten laste van de verzekeraar gelegd zijn bij de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

De stagiairs die het slachtoffer zijn van een arbeidsongeval of van een ongeval op de weg van en naar het werk, krijgen een vergoeding berekend op grond van de bezoldiging van het beroep waarvoor ze worden opgeleid, na aftrek van de bijdragen inzake sociale zekerheid ».

Art. 3. Artikel 28, § 3, van het besluit bedoeld in artikel 1 van dit besluit, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De stagiairs die een collectieve beroepsopleiding in een onderneming ontvangen worden verzekerd tegen de arbeidsongevallen en de ongevallen op de weg van en naar het werk.

Daartoe sluit de Dienst bij een erkende verzekeringsmaatschappij tegen vaste premie of bij een erkend gemeenschappelijk verzekeringsfonds, een polis die hun dezelfde voordelen waarborgt als deze die ten laste van de verzekeraar gelegd zijn bij de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de beroepsopleiding behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 mei 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

## ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN,  
MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN  
EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

12 JUNI 1990. — Koninklijk besluit houdende toekenning van de waardigheid van Eredeken van de Arbeid

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het besluit van de Regent van 12 november 1948, houdende nadere omschrijving van de officiële modellen der Eretekens van de Arbeid;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1954, houdende goedkeuring der statuten van de Instelling van openbaar nut, genoemd « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België Albert I — Nationale Arbeidstentoonstellingen »;

Gelet op de adviezen van het bevoegd Nationaal Comité en van de Commissaris-generaal der Regering bij het Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en het Plan, van Onze Minister van Verkeerswezen en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De waardigheid van Eredeken van de Arbeid wordt toegekend aan de hieronder vermelde persoon, die geacht wordt de nodige hoedanigheden te bezitten om de tradities, alsmede het moreel en het sociaal aanzien van zijn beroep te verpersoonlijken :

Havenloodsen en bootlieden .

de heer Kennis, Constant J., te Zoersel.

Art. 2. Deze opdracht wordt hem gegeven voor een termijn van vijf jaar welke aanvangt op 1 juni 1990.

Zij kan een einde nemen vóór het verstrijken van die termijn, indien de titularis ophoudt zijn beroepsactiviteiten uit te oefenen.

## AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,  
MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS  
ET MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

12 JUIN 1990. — Arrêté royal portant attribution de la dignité de Doyen d'honneur du Travail

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté du Régent du 12 novembre 1948, définissant les modèles officiels des insignes d'honneur du Travail;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1954, portant approbation des statuts de l'Établissement d'utilité publique, dénommé « Institut royal des Elites du Travail de Belgique, Albert I<sup>er</sup> — Expositions nationales du Travail »;

Vu les avis émis par le Comité national compétent et par le Commissaire général du Gouvernement près l'Institut royal des Elites du Travail de Belgique;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan, de Notre Ministre des Communications et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. La dignité de Doyen d'honneur du Travail est attribuée à la personne, dénommée ci-après, qui est réputée posséder les qualités requises pour incarner les traditions et le prestige moral et social de la profession qu'elle exerce :

Pilotes de bassin et lamaneurs

M. Kennis, Constant J., à Zoersel.

Art. 2. Cette mission lui est confiée pour une durée de cinq années, prenant cours le 1<sup>er</sup> juin 1990.

Elle peut prendre fin avant l'expiration de ce délai, si le titulaire cesse d'exercer ses activités professionnelles.